

# Journals

No. 266

Monday, June 10, 2013

11:00 a.m.

# Journaux

N<sup>o</sup> 266

Le lundi 10 juin 2013

11 heures

The Clerk informed the House of the unavoidable absence of the Speaker.

Whereupon, Mr. Comartin (Windsor—Tecumseh), Deputy Speaker and Chair of Committees of the Whole, took the Chair, pursuant to subsection 43(1) of the Parliament of Canada Act.

## PRAYERS

### PRIVATE MEMBERS' BUSINESS

At 11:00 a.m., pursuant to Standing Order 30(6), the House proceeded to the consideration of Private Members' Business.

The House resumed consideration of the motion of Mr. Mulcair (Outremont), seconded by Ms. Nash (Parkdale—High Park), — That Bill C-476, An Act to amend the Parliament of Canada Act (Parliamentary Budget Officer), be now read a second time and referred to the Standing Committee on Procedure and House Affairs.

The debate continued.

The question was put on the motion and, pursuant to Order made Wednesday, May 22, 2013, the recorded division was deferred until Wednesday, June 12, 2013, at the expiry of the time provided for Oral Questions.

### GOVERNMENT ORDERS

The House resumed consideration of the motion of Mr. Kent (Minister of the Environment), seconded by Mr. Goodyear (Minister of State (Science and Technology) (Federal Economic Development Agency for Southern Ontario)), — That Bill S-15, An Act to amend the Canada National Parks Act and the Canada-Nova Scotia Offshore Petroleum Resources Accord Implementation Act and to make consequential amendments to the Canada Shipping Act, 2001, be now read a second time and referred to the Standing Committee on Environment and Sustainable Development.

The debate continued.

At 1:26 p.m., pursuant to Order made Thursday, June 6, 2013, under the provisions of Standing Order 78(3), the Deputy Speaker interrupted the proceedings.

La Greffière informe la Chambre de l'absence inévitable du Président.

Sur ce, M. Comartin (Windsor—Tecumseh), Vice-président et président des comités pléniers, assume la présidence, conformément au paragraphe 43(1) de la Loi sur le Parlement du Canada.

## PRIÈRE

### AFFAIRES ÉMANANT DES DÉPUTÉS

À 11 heures, conformément à l'article 30(6) du Règlement, la Chambre aborde l'étude des Affaires émanant des députés.

La Chambre reprend l'étude de la motion de M. Mulcair (Outremont), appuyé par M<sup>me</sup> Nash (Parkdale—High Park), — Que le projet de loi C-476, Loi modifiant la Loi sur le Parlement du Canada (directeur parlementaire du budget), soit maintenant lu une deuxième fois et renvoyé au Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre.

Le débat se poursuit.

La motion est mise aux voix et, conformément à l'ordre adopté le mercredi 22 mai 2013, le vote par appel nominal est différé jusqu'au mercredi 12 juin 2013, à la fin de la période prévue pour les questions orales.

### ORDRES ÉMANANT DU GOUVERNEMENT

La Chambre reprend l'étude de la motion de M. Kent (ministre de l'Environnement), appuyé par M. Goodyear (ministre d'État (Sciences et Technologie) (Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario)), — Que le projet de loi S-15, Loi modifiant la Loi sur les parcs nationaux du Canada et la Loi de mise en oeuvre de l'Accord Canada — Nouvelle-Écosse sur les hydrocarbures extracôtiers et apportant des modifications corrélatives à la Loi de 2001 sur la marine marchande du Canada, soit maintenant lu une deuxième fois et renvoyé au Comité permanent de l'environnement et du développement durable.

Le débat se poursuit.

À 13 h 26, conformément à l'ordre adopté le jeudi 6 juin 2013 en application de l'article 78(3) du Règlement, le Vice-président interrompt les délibérations.

The question was put on the motion and it was agreed to.

Accordingly, Bill S-15, An Act to amend the Canada National Parks Act and the Canada-Nova Scotia Offshore Petroleum Resources Accord Implementation Act and to make consequential amendments to the Canada Shipping Act, 2001, was read the second time and referred to the Standing Committee on Environment and Sustainable Development.

The House resumed consideration of the motion of Mr. Valcourt (Minister of Aboriginal Affairs and Northern Development), seconded by Mr. O'Connor (Minister of State), — That Bill S-2, An Act respecting family homes situated on First Nation reserves and matrimonial interests or rights in or to structures and lands situated on those reserves, be now read a third time and do pass;

And of the amendment of Ms. Crowder (Nanaimo—Cowichan), seconded by Mrs. Hughes (Algoma—Manitoulin—Kapusking), — That the motion be amended by deleting all the words after the word “That” and substituting the following:

“the House decline to give third reading to Bill S-2, An Act respecting family homes situated on First Nation reserves and matrimonial interests or rights in or to structures and lands situated on those reserves, because it:

(a) is primarily a Bill about the division of property on reserve but the Standing Committee on the Status of Women did not focus on this primary purpose during its deliberations;

(b) fails to implement the ministerial representative recommendation for a collaborative approach to development and implementing legislation;

(c) does not recognize First Nations jurisdiction or provide the resources necessary to implement this law;

(d) fails to provide alternative dispute resolution mechanisms at the community level;

(e) does not provide access to justice, especially in remote communities;

(f) does not deal with the need for non-legislative measures to reduce violence against Aboriginal women;

(g) makes provincial court judges responsible for adjudicating land codes for which they have had no training or experience in dealing with; and

(h) does not address underlying issues, such as access to housing and economic security that underlie the problems on-reserve in dividing matrimonial property.”.

The debate continued.

#### STATEMENTS BY MEMBERS

Pursuant to Standing Order 31, Members made statements.

La motion, mise aux voix, est agréée.

En conséquence, le projet de loi S-15, Loi modifiant la Loi sur les parcs nationaux du Canada et la Loi de mise en oeuvre de l'Accord Canada — Nouvelle-Écosse sur les hydrocarbures extracôtiers et apportant des modifications corrélatives à la Loi de 2001 sur la marine marchande du Canada, est lu une deuxième fois et renvoyé au Comité permanent de l'environnement et du développement durable.

La Chambre reprend l'étude de la motion de M. Valcourt (ministre des Affaires autochtones et du développement du Nord canadien), appuyé par M. O'Connor (ministre d'État), — Que le projet de loi S-2, Loi concernant les foyers familiaux situés dans les réserves des premières nations et les droits ou intérêts matrimoniaux sur les constructions et terres situées dans ces réserves, soit maintenant lu une troisième fois et adopté;

Et de l'amendement de M<sup>me</sup> Crowder (Nanaimo—Cowichan), appuyée par M<sup>me</sup> Hughes (Algoma—Manitoulin—Kapusking), — Que la motion soit modifiée par substitution, aux mots suivant le mot « Que », de ce qui suit :

« la Chambre refuse de donner troisième lecture au projet de loi S-2, Loi concernant les foyers familiaux situés dans les réserves des premières nations et les droits ou intérêts matrimoniaux sur les constructions et terres situées dans ces réserves, parce qu'il

a) constitue d'abord un projet de loi sur la répartition des biens dans les réserves mais que le Comité permanent de la condition féminine n'a pas mis l'accent sur cet objectif premier dans ses délibérations;

b) ne donne pas suite à la recommandation du représentant ministériel de concevoir et appliquer le projet de loi en collaboration;

c) ne reconnaît pas la compétence des premières nations ni ne fournit les ressources nécessaires pour appliquer cette loi;

d) ne fournit pas d'autres mécanismes de règlement des différends au niveau communautaire;

e) ne prévoit pas d'accès aux tribunaux, surtout dans les communautés éloignées;

f) ne tient pas compte de la nécessité d'adopter des mesures non législatives pour contrer la violence faite aux femmes autochtones;

g) rend les juges des cours provinciales responsables de statuer sur des codes fonciers alors qu'ils n'ont ni formation ni expérience à cet égard;

h) ne tient pas compte de certaines questions, comme l'accès au logement et la sécurité économique, qui sont sous-jacentes aux problèmes de répartition des biens matrimoniaux dans les réserves. ».

Le débat se poursuit.

#### DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

Conformément à l'article 31 du Règlement, des députés font des déclarations.

## ORAL QUESTIONS

Pursuant to Standing Order 30(5), the House proceeded to Oral Questions.

## DEFERRED RECORDED DIVISIONS

## GOVERNMENT ORDERS

Pursuant to Order made Wednesday, May 22, 2013, the House proceeded to the taking of the deferred recorded division on the motion of Mr. Valcourt (Minister of Aboriginal Affairs and Northern Development), seconded by Mr. Fantino (Minister of International Cooperation), — That Bill S-8, An Act respecting the safety of drinking water on First Nation lands, be now read a third time and do pass.

The question was put on the motion and it was agreed to on the following division:

## QUESTIONS ORALES

Conformément à l'article 30(5) du Règlement, la Chambre procède à la période de questions orales.

## VOTES PAR APPEL NOMINAL DIFFÉRÉS

## ORDRES ÉMANANT DU GOUVERNEMENT

Conformément à l'ordre adopté le mercredi 22 mai 2013, la Chambre procède au vote par appel nominal différé sur la motion de M. Valcourt (ministre des Affaires autochtones et du développement du Nord canadien), appuyé par M. Fantino (ministre de la Coopération internationale), — Que le projet de loi S-8, Loi concernant la salubrité de l'eau potable sur les terres des Premières Nations, soit maintenant lu une troisième fois et adopté.

La motion, mise aux voix, est agréée par le vote suivant :

(Division No. 742 — Vote n° 742)

YEAS: 165, NAYS: 115

POUR : 165, CONTRE : 115

## YEAS — POUR

Ablonczy	Adams	Adler	Aglukkaq
Albas	Albrecht	Allen (Welland)	Allen (Tobique—Mactaquac)
Allison	Ambler	Ambrose	Anders
Anderson	Armstrong	Ashton	Aspin
Baird	Bateman	Benoit	Bergen
Bernier	Bezan	Blaney	Block
Boughen	Braid	Breitkreuz	Brown (Leeds—Grenville)
Brown (Newmarket—Aurora)	Brown (Barrie)	Bruinooge	Butt
Calandra	Calkins	Cannan	Carmichael
Carrie	Chisu	Chong	Chow
Clarke	Clement	Crockatt	Daniel
Davidson	Day	Dechert	Del Mastro
Devolin	Dewar	Dreeshen	Duncan (Vancouver Island North)
Dykstra	Fantino	Fast	Findlay (Delta—Richmond East)
Flaherty	Fletcher	Galipeau	Gallant
Gill	Glover	Godin	Goguen
Goldring	Gosal	Gourde	Grewal
Harris (St. John's East)	Harris (Cariboo—Prince George)	Hawn	Hayes
Hiebert	Hillyer	Hoback	Holder
Hyer	James	Jean	Kamp (Pitt Meadows—Maple Ridge—Mission)
Keddy (South Shore—St. Margaret's)	Kenney (Calgary Southeast)	Kent	Kerr
Komarnicki	Kramp (Prince Edward—Hastings)	Lake	Lauzon
Lebel	Leef	Leitch	Lemieux
Leung	Lizon	Lobb	Lunney
MacKay (Central Nova)	MacKenzie	May	Mayer
McColeman	McLeod	Menegakis	Menzies
Merrifield	Miller	Moore (Port Moody—Westwood—Port Coquitlam)	Moore (Fundy Royal)
Mourani	Mulcair	Nicholson	Norlock
Obhrai	O'Connor	Oliver	O'Neill Gordon
Opitz	O'Toole	Paradis	Payne
Plamondon	Poilievre	Preston	Raïtt
Rajotte	Reid	Rempel	Richards

Rickford	Saxton	Seeback	Shea
ShIPLEY	Shory	Sopuck	Stanton
Storseth	Strahl	Sweet	Tilson
Toet	Toews	Trost	Trottier
Truppe	Tweed	Uppal	Valcourt
Van Kesteren	Van Loan	Vellacott	Wallace
Warawa	Warkentin	Watson	Weston (West Vancouver— Sunshine Coast—Sea to Sky Country)
Weston (Saint John)	Wilks	Williamson	Wong
Woodworth	Yelich	Young (Oakville)	Young (Vancouver South)
Zimmer — 165			

## NAYS — CONTRE

Allen (Welland)	Andrews	Angus	Ashton
Atamanenko	Aubin	Bélanger	Bennett
Benskin	Bevington	Blanchette	Blanchette-Lamothe
Boulerice	Boutin-Sweet	Brison	Brosseau
Caron	Casey	Cash	Charlton
Chicoine	Chisholm	Choquette	Chow
Christopherson	Côté	Cotler	Crowder
Cullen	Cuzner	Davies (Vancouver Kingsway)	Davies (Vancouver East)
Day	Dewar	Dion	Dionne Labelle
Donnelly	Doré Lefebvre	Dubé	Duncan (Etobicoke North)
Duncan (Edmonton—Strathcona)	Dusseault	Easter	Eyking
Freeman	Fry	Garneau	Garrison
Genest	Genest-Jourdain	Giguère	Godin
Goodale	Gravelle	Groguhé	Harris (Scarborough Southwest)
Harris (St. John's East)	Hsu	Hughes	Jacob
Jones	Julian	Lamoureux	Lapointe
Larose	Latendresse	Laverdière	LeBlanc (Beauséjour)
LeBlanc (LaSalle—Émard)	Leslie	Liu	MacAulay
Mai	Marston	Masse	Mathysen
McCallum	McKay (Scarborough— Guildwood)	Michaud	Moore (Abitibi—Témiscamingue)
Morin (Chicoutimi—Le Fjord)	Morin (Notre-Dame-de-Grâce— Lachine)	Morin (Laurentides—Labelle)	Mulcair
Nantel	Nash	Nicholls	Nunez-Melo
Papillon	Pécllet	Perreault	Pilon
Quach	Rafferty	Rankin	Ravignat
Raynault	Regan	Rousseau	Saganash
Sandhu	Scarpaleggia	Scott	Sellah
Sgro	Simms (Bonavista—Gander— Grand Falls—Windsor)	Sims (Newton—North Delta)	Sitsabaiesan
St-Denis	Sullivan	Thibeault	Toone
Tremblay	Turmel	Valeriote — 115	

## PAIRED — PAIRÉS

Nil—Aucun

Accordingly, the Bill was read the third time and passed.

En conséquence, le projet de loi est lu une troisième fois et adopté.

Pursuant to Order made Wednesday, May 22, 2013, the House resumed consideration of the motion of Mr. Flaherty (Minister of Finance), seconded by Mr. Fletcher (Minister of State (Transport)), — That Bill C-60, An Act to implement certain provisions of the budget tabled in Parliament on March 21, 2013 and other measures, be now read a third time and do pass.

Conformément à l'ordre adopté le mercredi 22 mai 2013, la Chambre reprend l'étude de la motion de M. Flaherty (ministre des Finances), appuyé par M. Fletcher (ministre d'État (Transports)), — Que le projet de loi C-60, Loi portant exécution de certaines

The House proceeded to the taking of the deferred recorded division on the amendment of Ms. Nash (Parkdale—High Park), seconded by Mrs. Groguhé (Saint-Lambert), — That the motion be amended by deleting all the words after the word “That” and substituting the following:

“this House decline to give third reading to Bill C-60, An Act to implement certain provisions of the budget tabled in Parliament on March 21, 2013 and other measures, because it:

“(a) weakens Canadians' confidence in the work of Parliament, decreases transparency and erodes the democratic process by amending 49 different pieces of legislation, many of which are not related to budgetary measures;

(b) raises taxes on Canadians by introducing tax hikes on credit unions and small businesses;

(c) gives the Treasury Board sweeping powers to interfere in collective bargaining and impose employment conditions on non-union employees;

(d) amends the Investment Canada Act to triple review thresholds and dramatically reduces the number of foreign takeovers subject to review;

(e) proposes an inadequate Band-Aid fix for the flawed approach to labour market opinions in the temporary foreign worker program;

(f) proposes to increase fees for visitor visas for friends and family coming to visit Canada; and

(g) fails to provide substantive measures to create good Canadian jobs and stimulate meaningful long-term growth and recovery.”.

The question was put on the amendment and it was negatived on the following division:

dispositions du budget déposé au Parlement le 21 mars 2013 et mettant en œuvre d'autres mesures, soit maintenant lu une troisième fois et adopté.

La Chambre procède au vote par appel nominal différé sur l'amendement de M<sup>me</sup> Nash (Parkdale—High Park), appuyée par M<sup>me</sup> Groguhé (Saint-Lambert), — Que la motion soit modifiée par substitution, aux mots suivant le mot « Que », de ce qui suit :

« cette Chambre refuse de donner troisième lecture au projet de loi C-60, Loi portant exécution de certaines dispositions du budget déposé au Parlement le 21 mars 2013 et mettant en œuvre d'autres mesures, parce qu'il :

a) amoindrit la confiance de la population canadienne à l'égard du travail du Parlement, réduit la transparence et sape le processus démocratique en modifiant 49 lois différentes qui, pour un grand nombre, n'ont aucun lien avec le budget;

b) fait augmenter le fardeau fiscal de la population canadienne par l'imposition de hausses d'impôt aux coopératives de crédit et aux petites entreprises;

c) donne au Conseil du Trésor des pouvoirs très larges qui lui permettent de s'ingérer dans les négociations collectives et d'imposer des conditions d'emploi à des employés non syndiqués;

d) modifie la Loi sur Investissement Canada afin de tripler les examens des seuils et de réduire radicalement le nombre de prises de contrôle par des intérêts étrangers visées par un examen;

e) propose une solution superficielle pour remédier à l'approche boiteuse visant à répondre aux avis relatifs au marché du travail sur le Programme des travailleurs étrangers temporaires;

f) propose d'accroître les frais de visa des amis et des membres de la famille en visite au Canada;

g) n'offre aucune mesure de fond pour créer de bons emplois au Canada et stimuler une croissance et une reprise véritable à long terme. ».

L'amendement, mis aux voix, est rejeté par le vote suivant :

(Division No. 743 — Vote n° 743)

YEAS: 119, NAYS: 153

POUR : 119, CONTRE : 153

YEAS — POUR

Allen (Welland)	Andrews	Angus	Ashton
Atamanenko	Aubin	Bélanger	Bennett
Benskin	Bevington	Blanchette	Blanchette-Lamothe
Boulerice	Boutin-Sweet	Brisson	Brosseau
Caron	Casey	Cash	Charlton
Chicoine	Chisholm	Choquette	Chow
Christopherson	Côté	Cotler	Crowder
Cullen	Cuzner	Davies (Vancouver Kingsway)	Davies (Vancouver East)
Day	Dewar	Dion	Dionne Labelle
Donnelly	Doré Lefebvre	Dubé	Duncan (Etobicoke North)
Duncan (Edmonton—Strathcona)	Dusseault	Easter	Eyking
Freeman	Fry	Garneau	Garrison

Genest	Genest-Jourdain	Giguère	Godin
Goodale	Gravelle	Groguhé	Harris (Scarborough Southwest)
Harris (St. John's East)	Hsu	Hughes	Hyer
Jacob	Jones	Julian	Lamoureux
Lapointe	Larose	Latendresse	Laverdière
LeBlanc (Beauséjour)	LeBlanc (LaSalle—Émard)	Leslie	Liu
MacAulay	Mai	Marston	Masse
Mathysen	May	McCallum	McKay (Scarborough— Guildwood)
Michaud	Moore (Abitibi—Témiscamingue)	Morin (Chicoutimi—Le Fjord)	Morin (Notre-Dame-de-Grâce— Lachine)
Morin (Laurentides—Labelle)	Mourani	Mulcair	Nantel
Nash	Nicholls	Nunez-Melo	Papillon
Péclet	Perreault	Pilon	Plamondon
Quach	Rafferty	Rankin	Ravignat
Raynault	Regan	Rousseau	Saganash
Sandhu	Scarpaleggia	Scott	Sellah
Sgro	Simms (Bonavista—Gander— Grand Falls—Windsor)	Sims (Newton—North Delta)	Sitsabaiesan
St-Denis	Sullivan	Thibeault	Toone
Tremblay	Turmel	Valeriote — 119	

## NAYS — CONTRE

Ablonczy	Adams	Adler	Aglukkaq
Albas	Albrecht	Allen (Tobique—Mactaquac)	Allison
Ambler	Ambrose	Anders	Anderson
Armstrong	Aspin	Baird	Bateman
Benoit	Bergen	Bernier	Bezan
Blaney	Block	Boughen	Braid
Breitkreuz	Brown (Leeds—Grenville)	Brown (Newmarket—Aurora)	Brown (Barrie)
Bruinooge	Butt	Calandra	Calkins
Cannan	Carmichael	Carrie	Chisu
Chong	Clarke	Clement	Crockatt
Daniel	Davidson	Dechert	Del Mastro
Devolin	Dreeshen	Duncan (Vancouver Island North)	Dykstra
Fantino	Fast	Findlay (Delta—Richmond East)	Flaherty
Fletcher	Galipeau	Gallant	Gill
Glover	Goguen	Goldring	Gosal
Gourde	Grewal	Harris (Cariboo—Prince George)	Hawn
Hayes	Hiebert	Hillyer	Hoback
Holder	James	Jean	Kamp (Pitt Meadows—Maple Ridge—Mission)
Keddy (South Shore—St. Margaret's)	Kenney (Calgary Southeast)	Kent	Kerr
Komarnicki	Kramp (Prince Edward—Hastings)	Lake	Lauzon
Lebel	Leef	Leitch	Lemieux
Leung	Lizon	Lobb	Lunney
MacKay (Central Nova)	MacKenzie	Mayes	McColeman
McLeod	Menegakis	Menzies	Merrifield
Miller	Moore (Port Moody—Westwood —Port Coquitlam)	Moore (Fundy Royal)	Nicholson
Norlock	Obhrai	O'Connor	Oliver
O'Neill Gordon	Opitz	O'Toole	Paradis
Payne	Poilievre	Preston	Raitt
Rajotte	Reid	Rempel	Richards
Rickford	Saxton	Seeback	Shea
Shipley	Shory	Sopuck	Stanton
Storseth	Strahl	Sweet	Tilson
Toet	Toews	Trost	Trottier
Truppe	Tweed	Uppal	Valcourt
Van Kesteren	Van Loan	Vellacott	Wallace

Warawa	Warkentin	Watson	Weston (West Vancouver— Sunshine Coast—Sea to Sky Country)
Weston (Saint John)	Wilks	Williamson	Wong
Woodworth	Yelich	Young (Oakville)	Young (Vancouver South)
Zimmer — 153			

PAIRED — PAIRÉS

Nil—Aucun

Pursuant to Order made Monday, June 3, 2013, under the provisions of Standing Order 78(3), the question was put on the main motion and it was agreed to on the following division:

Conformément à l'ordre adopté le lundi 3 juin 2013 en application de l'article 78(3) du Règlement, la motion principale, mise aux voix, est agréée par le vote suivant :

(Division No. 744 — Vote n° 744)

YEAS: 153, NAYS: 119

POUR : 153, CONTRE : 119

YEAS — POUR

Ablonczy	Adams	Adler	Aglukkaq
Albas	Albrecht	Allen (Tobique—Mactaquac)	Allison
Ambler	Ambrose	Anders	Anderson
Armstrong	Aspin	Baird	Bateman
Benoit	Bergen	Bernier	Bezan
Blaney	Block	Boughen	Braid
Breitkreuz	Brown (Leeds—Grenville)	Brown (Newmarket—Aurora)	Brown (Barrie)
Bruinooge	Butt	Calandra	Calkins
Cannan	Carmichael	Carrie	Chisu
Chong	Clarke	Clement	Crockatt
Daniel	Davidson	Dechert	Del Mastro
Devolin	Dreeshen	Duncan (Vancouver Island North)	Dykstra
Fantino	Fast	Findlay (Delta—Richmond East)	Flaherty
Fletcher	Galipeau	Gallant	Gill
Glover	Goguen	Goldring	Gosal
Gourde	Grewal	Harris (Cariboo—Prince George)	Hawn
Hayes	Hiebert	Hillyer	Hoback
Holder	James	Jean	Kamp (Pitt Meadows—Maple Ridge—Mission)
Keddy (South Shore—St. Margaret's)	Kenney (Calgary Southeast)	Kent	Kerr
Komarnicki	Kramp (Prince Edward—Hastings)	Lake	Lauzon
Lebel	Leef	Leitch	Lemieux
Leung	Lizon	Lobb	Lunney
MacKay (Central Nova)	MacKenzie	Mayes	McColeman
McLeod	Menegakis	Menzies	Merrifield
Miller	Moore (Port Moody—Westwood —Port Coquitlam)	Moore (Fundy Royal)	Nicholson
Norlock	Obhrai	O'Connor	Oliver
O'Neill Gordon	Opitz	O'Toole	Paradis
Payne	Poilievre	Preston	Raitt
Rajotte	Reid	Rempel	Richards
Rickford	Saxton	Seeback	Shea
Shipley	Shory	Sopuck	Stanton
Storseth	Strahl	Sweet	Tilson
Toet	Toews	Trost	Trottier
Truppe	Tweed	Uppal	Valcourt
Van Kesteren	Van Loan	Vellacott	Wallace
Warawa	Warkentin	Watson	Weston (West Vancouver— Sunshine Coast—Sea to Sky Country)

Weston (Saint John)	Wilks	Williamson	Wong
Woodworth	Yelich	Young (Oakville)	Young (Vancouver South)
Zimmer — 153			

## NAYS — CONTRE

Allen (Welland)	Andrews	Angus	Ashton
Atamanenko	Aubin	Bélanger	Bennett
Benskin	Bevington	Blanchette	Blanchette-Lamothe
Boulerice	Boutin-Sweet	Brisson	Brosseau
Caron	Casey	Cash	Charlton
Chicoine	Chisholm	Choquette	Chow
Christopherson	Côté	Cotler	Crowder
Cullen	Cuzner	Davies (Vancouver Kingsway)	Davies (Vancouver East)
Day	Dewar	Dion	Dionne Labelle
Donnelly	Doré Lefebvre	Dubé	Duncan (Etobicoke North)
Duncan (Edmonton—Strathcona)	Dusseault	Easter	Eyking
Freeman	Fry	Garneau	Garrison
Genest	Genest-Jourdain	Giguère	Godin
Goodale	Gravelle	Groguhé	Harris (Scarborough Southwest)
Harris (St. John's East)	Hsu	Hughes	Hyer
Jacob	Jones	Julian	Lamoureux
Lapointe	Larose	Latendresse	Laverdière
LeBlanc (Beauséjour)	LeBlanc (LaSalle—Émard)	Leslie	Liu
MacAulay	Mai	Marston	Masse
Mathysen	May	McCallum	McKay (Scarborough— Guildwood)
Michaud	Moore (Abitibi—Témiscamingue)	Morin (Chicoutimi—Le Fjord)	Morin (Notre-Dame-de-Grâce— Lachine)
Morin (Laurentides—Labelle)	Mourani	Mulcair	Nantel
Nash	Nicholls	Nunez-Melo	Papillon
Péclet	Perreault	Pilon	Plamondon
Quach	Rafferty	Rankin	Ravignat
Raynault	Regan	Rousseau	Saganash
Sandhu	Scarpaleggia	Scott	Sellah
Sgro	Simms (Bonavista—Gander— Grand Falls—Windsor)	Sims (Newton—North Delta)	Sitsabaiesan
St-Denis	Sullivan	Thibeault	Toone
Tremblay	Turmel	Valeriotte — 119	

## PAIRED — PAIRÉS

Nil—Aucun

Accordingly, the Bill was read the third time and passed.

En conséquence, le projet de loi est lu une troisième fois et adopté.

## DAILY ROUTINE OF BUSINESS

## AFFAIRES COURANTES ORDINAIRES

## TABLING OF DOCUMENTS

## DÉPÔT DE DOCUMENTS

Pursuant to Standing Order 32(2), Mr. Baird (Minister of Foreign Affairs) laid upon the Table, — Copy of the Supplementary Agreement between the Government of Canada and the International Civil Aviation Organization regarding the Headquarters of the International Civil Aviation Organization, and Explanatory Memorandum, dated May 27, 2013. — Sessional Paper No. 8532-411-71.

Conformément à l'article 32(2) du Règlement, M. Baird (ministre des Affaires étrangères) dépose sur le Bureau, — Copie de l'Accord supplémentaire entre le Gouvernement du Canada et l'Organisation de l'aviation civile internationale relatif au siège de l'Organisation de l'aviation civile internationale, et Note explicative, en date du 27 mai 2013. — Document parlementaire n° 8532-411-71.



Pursuant to Standing Order 32(2), Mr. Saxton (Parliamentary Secretary to the President of the Treasury Board and for Western Economic Diversification) laid upon the Table, — Government responses, pursuant to Standing Order 36(8), to the following petitions:

— Nos. 411-3663, 411-3698, 411-3771, 411-3772, 411-3852 and 411-3922 concerning the nuclear industry. — Sessional Paper No. 8545-411-100-03;

— No. 411-3762 concerning environmental assessment and review. — Sessional Paper No. 8545-411-27-33.

#### PRESENTING REPORTS FROM COMMITTEES

Mr. Christopherson (Hamilton Centre), from the Standing Committee on Public Accounts, presented the 15th Report of the Committee, "Chapter 6, Special Examinations of Crown Corporations - 2011, of the Spring 2012 Report of the Auditor General of Canada". — Sessional Paper No. 8510-411-257.

Pursuant to Standing Order 109, the Committee requested that the government table a comprehensive response.

A copy of the relevant Minutes of Proceedings (*Meetings Nos. 68, 69, 78, 83, 88, 91, 94 and 95*) was tabled.

Mr. Allison (Niagara West—Glanbrook), from the Standing Committee on Foreign Affairs and International Development, presented the 12th Report of the Committee, "Conflicting Realities: Reform, Repression and Human Rights in Burma". — Sessional Paper No. 8510-411-258.

Pursuant to Standing Order 109, the Committee requested that the government table a comprehensive response.

A copy of the relevant Minutes of Proceedings (*Meeting No. 79*) was tabled.

#### INTRODUCTION OF PRIVATE MEMBERS' BILLS

Pursuant to Standing Orders 68(2) and 69(1), on motion of Ms. Quach (Beauharnois—Salaberry), seconded by Mr. Choquette (Drummond), Bill C-527, An Act to amend the Navigable Waters Protection Act (Lake Joseph and other lakes and rivers), was introduced, read the first time, ordered to be printed and ordered for a second reading at the next sitting of the House.

Pursuant to Standing Orders 68(2) and 69(1), on motion of Mr. Brown (Leeds—Grenville), seconded by Mr. Hawn (Edmonton Centre), Bill C-528, An Act to provide funding for the conservation of national historic sites, was introduced, read the first time, ordered to be printed and ordered for a second reading at the next sitting of the House.

Pursuant to Standing Orders 68(2) and 69(1), on motion of Ms. Duncan (Edmonton—Strathcona), seconded by Mr. Bevington (Western Arctic), Bill C-529, An Act to amend the Navigable Waters Protection Act (Slave River), was introduced, read the first time, ordered to be printed and ordered for a second reading at the next sitting of the House.

Conformément à l'article 32(2) du Règlement, M. Saxton (secrétaire parlementaire du président du Conseil du Trésor et pour la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien) dépose sur le Bureau, — Réponses du gouvernement, conformément à l'article 36(8) du Règlement, aux pétitions suivantes :

— n<sup>os</sup> 411-3663, 411-3698, 411-3771, 411-3772, 411-3852 et 411-3922 au sujet de l'industrie nucléaire. — Document parlementaire n<sup>o</sup> 8545-411-100-03;

— n<sup>o</sup> 411-3762 au sujet de l'examen et des évaluations environnementales. — Document parlementaire n<sup>o</sup> 8545-411-27-33.

#### PRÉSENTATION DE RAPPORTS DE COMITÉS

M. Christopherson (Hamilton-Centre), du Comité permanent des comptes publics, présente le 15<sup>e</sup> rapport du Comité, « Le chapitre 6, Les examens spéciaux des sociétés d'État - 2011, du rapport du printemps 2012 du vérificateur général du Canada ». — Document parlementaire n<sup>o</sup> 8510-411-257.

Conformément à l'article 109 du Règlement, le Comité demande au gouvernement de déposer une réponse globale.

Un exemplaire des procès-verbaux pertinents (*réunions n<sup>os</sup> 68, 69, 78, 83, 88, 91, 94 et 95*) est déposé.

M. Allison (Niagara-Ouest—Glanbrook), du Comité permanent des affaires étrangères et du développement international, présente le 12<sup>e</sup> rapport du Comité, « Réalités en conflit : réformes, répression et droits humains en Birmanie ». — Document parlementaire n<sup>o</sup> 8510-411-258.

Conformément à l'article 109 du Règlement, le Comité demande au gouvernement de déposer une réponse globale.

Un exemplaire des procès-verbaux pertinents (*réunion n<sup>o</sup> 79*) est déposé.

#### DÉPÔT DE PROJETS DE LOI ÉMANANT DES DÉPUTÉS

Conformément aux articles 68(2) et 69(1) du Règlement, sur motion de M<sup>me</sup> Quach (Beauharnois—Salaberry), appuyée par M. Choquette (Drummond), le projet de loi C-527, Loi modifiant la Loi sur la protection des eaux navigables (lac Joseph et autres lacs et rivières), est déposé, lu une première fois, l'impression en est ordonnée et la deuxième lecture en est fixée à la prochaine séance de la Chambre.

Conformément aux articles 68(2) et 69(1) du Règlement, sur motion de M. Brown (Leeds—Grenville), appuyé par M. Hawn (Edmonton-Centre), le projet de loi C-528, Loi visant à assurer le financement de la conservation des lieux historiques nationaux, est déposé, lu une première fois, l'impression en est ordonnée et la deuxième lecture en est fixée à la prochaine séance de la Chambre.

Conformément aux articles 68(2) et 69(1) du Règlement, sur motion de M<sup>me</sup> Duncan (Edmonton—Strathcona), appuyée par M. Bevington (Western Arctic), le projet de loi C-529, Loi modifiant la Loi sur la protection des eaux navigables (rivière des Esclaves), est déposé, lu une première fois, l'impression en est ordonnée et la deuxième lecture en est fixée à la prochaine séance de la Chambre.

## PRESENTING PETITIONS

Pursuant to Standing Order 36, petitions certified correct by the Clerk of Petitions were presented as follows:

- by Mr. Rafferty (Thunder Bay—Rainy River), one concerning telecommunications (No. 411-4117);
- by Mr. Donnelly (New Westminster—Coquitlam), one concerning the fishing industry (No. 411-4118) and one concerning the Canadian Coast Guard (No. 411-4119);
- by Mr. Tilson (Dufferin—Caledon), one concerning certain diseases (No. 411-4120);
- by Ms. Duncan (Etobicoke North), seven concerning health care services (Nos. 411-4121 to 411-4127);
- by Mr. Lizon (Mississauga East—Cooksville), two concerning the situation in Venezuela (Nos. 411-4128 and 411-4129);
- by Mrs. Day (Charlesbourg—Haute-Saint-Charles), three concerning budget measures (Nos. 411-4130 to 411-4132) and one concerning employment (No. 411-4133);
- by Mr. Toone (Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine), one concerning the Employment Insurance Program (No. 411-4134);
- by Mr. Julian (Burnaby—New Westminster), one concerning the income tax system (No. 411-4135);
- by Mr. Warawa (Langley), one concerning the Criminal Code of Canada (No. 411-4136) and one concerning sex selection (No. 411-4137);
- by Mr. Hyer (Thunder Bay—Superior North), one concerning telecommunications (No. 411-4138);
- by Ms. Duncan (Edmonton—Strathcona), one concerning landmines (No. 411-4139) and three concerning foreign aid (Nos. 411-4140 to 411-4142);
- by Mrs. Hughes (Algoma—Manitoulin—Kapusking), one concerning the protection of the environment (No. 411-4143).

## QUESTIONS ON THE ORDER PAPER

Pursuant to Standing Order 39(7), Mr. Saxton (Parliamentary Secretary to the President of the Treasury Board and for Western Economic Diversification) presented the returns to the following questions made into Orders for Return:

Q-1322 — Mr. Rousseau (Compton—Stanstead) — With regard to the 2013-2014 Main Estimates for the Canada Border Services Agency: (a) how many positions were cut, broken down by program; (b) what will the sources of spendable revenue be, broken down by amount; (c) what will the sources of professional and special services expenditures be, broken down by (i) service, (ii) contractor, (iii) amount; and (d) what will the sources of other subsidies and payments expenditures be, broken down by (i) subsidy, (ii) payment, (iii) amount? — Sessional Paper No. 8555-411-1322.

## PRÉSENTATION DE PÉTITIONS

Conformément à l'article 36 du Règlement, des pétitions certifiées correctes par le greffier des pétitions sont présentées :

- par M. Rafferty (Thunder Bay—Rainy River), une au sujet des télécommunications (n° 411-4117);
- par M. Donnelly (New Westminster—Coquitlam), une au sujet de l'industrie de la pêche (n° 411-4118) et une au sujet de la Garde côtière canadienne (n° 411-4119);
- par M. Tilson (Dufferin—Caledon), une au sujet de certaines maladies (n° 411-4120);
- par M<sup>me</sup> Duncan (Etobicoke-Nord), sept au sujet des services de santé (n<sup>os</sup> 411-4121 à 411-4127);
- par M. Lizon (Mississauga-Est—Cooksville), deux au sujet de la situation au Venezuela (n<sup>os</sup> 411-4128 et 411-4129);
- par M<sup>me</sup> Day (Charlesbourg—Haute-Saint-Charles), trois au sujet des mesures budgétaires (n<sup>os</sup> 411-4130 à 411-4132) et une au sujet de l'emploi (n° 411-4133);
- par M. Toone (Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine), une au sujet du régime d'assurance-emploi (n° 411-4134);
- par M. Julian (Burnaby—New Westminster), une au sujet de l'impôt sur le revenu (n° 411-4135);
- par M. Warawa (Langley), une au sujet du Code criminel du Canada (n° 411-4136) et une au sujet de la présélection du sexe (n° 411-4137);
- par M. Hyer (Thunder Bay—Superior-Nord), une au sujet des télécommunications (n° 411-4138);
- par M<sup>me</sup> Duncan (Edmonton—Strathcona), une au sujet des mines terrestres (n° 411-4139) et trois au sujet de l'aide internationale (n<sup>os</sup> 411-4140 à 411-4142);
- par M<sup>me</sup> Hughes (Algoma—Manitoulin—Kapusking), une au sujet de la protection de l'environnement (n° 411-4143).

## QUESTIONS INSCRITES AU FEUILLETON

Conformément à l'article 39(7) du Règlement, M. Saxton (secrétaire parlementaire du président du Conseil du Trésor et pour la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien) présente les réponses aux questions suivantes, transformées en ordres de dépôt de documents :

Q-1322 — M. Rousseau (Compton—Stanstead) — En ce qui concerne le Budget principal des dépenses 2013-2014 de l'Agence des services frontaliers du Canada : a) combien de postes ont été coupés, ventilés par programme; b) quelles seront les sources des recettes à valoir sur le crédit, ventilées par montant; c) quelles seront les sources de dépenses pour les services professionnels et spéciaux, ventilées par (i) service, (ii) contractant, (iii) montant; d) quelles seront les sources de dépenses pour les autres subventions et paiements, ventilées par (i) subvention, (ii) paiement, (iii) montant? — Document parlementaire n° 8555-411-1322.

Q-1323 — Mr. Toone (Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine) — With regard to the commercial wharves in the province of Quebec and the Atlantic provinces: (a) what commercial wharves are in operation today, broken down by (i) province, (ii) riding, (iii) municipality; (b) of the wharves mentioned in (a), what are the estimated repair costs, broken down by (i) province, (ii) riding, (iii) municipality, (iv) wharf; and (c) of the wharves mentioned in (a), what are the estimated maintenance costs, broken down by (i) province, (ii) riding, (iii) municipality, (iv) wharf? — Sessional Paper No. 8555-411-1323.

Q-1324 — Ms. May (Saanich—Gulf Islands) — With regard to the Canada-China Foreign Investment Promotion and Protection Agreement (FIPA), and new developments in investment arbitration which have arisen since the text of the agreement was finalized in early 2012: (a) has the government conducted any study on the fiscal risk or regulatory impacts that may arise from the litigation and resolution of the North American Free Trade Agreement (NAFTA) claim against Quebec's moratorium on gas fracturing (also known as fracking); (b) has the government reviewed its approach to reservations in the FIPA and other treaties that provide for investor-state arbitration in light of the decision in *Mobil Investments Inc. and Murphy Oil Corporation v. Government of Canada*, with particular reference to the fact that a majority of the tribunal rejected Canada's argument by concluding that subsidiary measures (introduced under legislation that was reserved under the treaty) must be consistent not only with the reserved legislation but also with prior subsidiary measures introduced under the relevant legislation; (c) has the government examined Canada's vulnerability to investor claims arising from domestic court decisions and domestic judicial doctrines, as in the recent *Eli Lilly* claim against Canada and the *Deutsche Bank* award against Sri Lanka; (d) on what basis does the government conclude that its previously-stated intention not to violate the Canada-China FIPA is a prudent and reasonable assumption given that Canada has been found to have violated similar obligations in Chapter 11 of NAFTA in the past and faces numerous outstanding NAFTA Chapter 11 claims; (e) has the government assessed its risks and liabilities arising from investor-state arbitration under the Canada-China FIPA in light of the experience of other countries pursuant to other treaties that provide for investor-state arbitration (for example, bilateral investment treaties, Central America Free Trade Agreement, the Energy Charter Treaty) or has the government limited its assessment in this regard to the experience under Chapter 11 of NAFTA, and, if so, on what basis does the government conclude that the experience under the former is not relevant to the Canada-China FIPA; (f) with particular reference to the fact that the government has cited projections that Chinese outbound investment may reach \$1 trillion by 2020, and given that Canada's share of Chinese outbound investment in 2011 was approximately one sixth of total Chinese outbound investment, does the government accept that it is reasonable to expect that Chinese investment in Canada will reach one hundred billion dollars or more during the minimum lifespan of the Canada-China FIPA, and, if the government does not accept this, what steps does the government intend to take to limit the amount of Chinese investment in Canada; (g) has the government committed in writing to cover all costs and liabilities arising

Q-1323 — M. Toone (Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine) — En ce qui concerne les quais commerciaux de la province du Québec et des provinces atlantiques : a) quels sont les quais commerciaux en opération à ce jour, ventilés par (i) province, (ii) circonscription, (iii) municipalité; b) parmi les quais mentionnés en a), à combien sont estimés les coûts de réparation, ventilés par (i) province, (ii) circonscription, (iii) municipalité, (iv) quai; c) parmi les quais mentionnés en a), à combien sont estimés les coûts d'entretien, ventilés par (i) province, (ii) circonscription, (iii) municipalité, (iv) quai? — Document parlementaire n° 8555-411-1323.

Q-1324 — M<sup>me</sup> May (Saanich—Gulf Islands) — En ce qui a trait à l'Accord sur la promotion et la protection des investissements étrangers entre le Canada et la Chine (APIE), et aux nouveaux développements survenus en matière d'arbitrage des investissements depuis que le texte de l'accord a été finalisé au début de 2012 : a) le gouvernement a-t-il mené une étude sur les risques financiers ou les impacts réglementaires qui pourraient découler du litige et de la résolution de la plainte déposée aux termes de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) contre le moratoire du Québec sur la fracturation du gaz; b) le gouvernement a-t-il revu son approche face aux réserves contenues dans l'APIE et d'autres traités qui prévoient un arbitrage investisseur-État à la lumière de la décision rendue dans l'affaire *Mobil Investments Inc. et Murphy Oil Corporation c. le gouvernement du Canada*, en faisant référence au fait que le tribunal a majoritairement rejeté l'argument du Canada en concluant que les mesures subsidiaires (introduites dans un texte de loi faisant l'objet d'une réserve dans le traité) doivent être compatibles non seulement avec le texte de loi faisant l'objet d'une réserve mais aussi avec les mesures subsidiaires antérieures contenues dans le texte de loi pertinent; c) le gouvernement a-t-il examiné la vulnérabilité face aux plaintes d'investisseurs découlant de décisions de tribunaux nationaux et de doctrines judiciaires nationales, comme dans la récente plainte d'*Eli Lilly* contre le Canada et de la *Deutsche Bank* contre le Sri Lanka; d) sur quelle base le gouvernement conclut-il que son intention déclarée précédemment de ne pas enfreindre l'APIE Canada-Chine est une hypothèse prudente et raisonnable étant donné qu'on a jugé que le Canada avait enfreint des obligations semblables dans le chapitre 11 de l'ALENA dans le passé et fait face à de nombreuses plaintes encore non résolues aux termes du chapitre 11 de l'ALENA; e) le gouvernement a-t-il évalué ses risques et ses responsabilités découlant de l'arbitrage investisseur-État en vertu de l'APIE Canada-Chine étant donné l'expérience d'autres pays conformément à d'autres traités qui prévoient un arbitrage investisseur-État (par exemple, les traités bilatéraux sur les investissements, l'Accord de libre-échange de l'Amérique centrale, le Traité sur la Charte de l'énergie) ou le gouvernement a-t-il limité son évaluation à cet égard à l'expérience du chapitre 11 de l'ALENA et, le cas échéant, sur quelle base le gouvernement conclut-il que l'autre expérience n'est pas pertinente à l'APIE Canada-Chine; f) en faisant référence au fait que le gouvernement a cité des projections selon lesquelles l'investissement chinois à l'étranger pourrait atteindre 1 billion de dollars d'ici 2020, et que la part du Canada dans cet investissement chinois à l'étranger en 2011 équivalait à environ un sixième de tout l'investissement chinois à l'étranger, le gouvernement accepte-t-il qu'il est raisonnable de s'attendre à ce que l'investissement chinois au Canada

from investor-state arbitration claims under the Canada-China FIPA where such claims arise from measures of a provincial, territorial, municipal, aboriginal, or other sub-national decision-maker in Canada; *(h)* is the government aware of any connection between the payment of \$15 million by Ontario to the claimant in *St. Mary's VCNA, LLC v. Government of Canada* and the claimant's agreement to withdraw its NAFTA claim against Canada and to agree to the related consent award with the government; *(i)* is the government aware of any payment of compensation by Quebec to the claimant in *William Jay Greiner and Malbaie River Outfitters Inc. v. Government of Canada* in relation to the claimant's withdrawal of its NAFTA claim against Canada in that case; *(j)* were Canadian Embassy staff in Beijing consulted on or involved in the negotiation of the Canada-China FIPA during 2011 and 2012, and if so, *(i)* what was the process for consulting Canadian Embassy staff and how were they involved, *(ii)* was the process similar to that used in previous consultations with the in-country Canadian embassy or consulate for the negotiation of other bilateral investment treaties, and if so, in what respects; *(k)* with regard to the Canada-China FIPA, has the government done an assessment of the implications of extending the FIPA's performance requirements obligation to provincial and other sub-national decision-makers, with particular reference to the fact that Article 1109 of NAFTA exempts existing provincial measures from the performance requirements obligation referred to in NAFTA Article 1108; *(l)* as a result of the most-favoured-nation treatment clause in NAFTA, will the Canada-China FIPA's extension of the performance requirements obligation to the provinces and other sub-national decision-makers allow U.S. investors to bring claims against Canada arising from provincial decisions or other measures in circumstances where Canadian investors would not be able to bring claims against the U.S. where the challenged measure was taken by a U.S. state or other sub-national decision-maker; *(m)* has the government done any assessment of the implications of not extending the treaty's reservations on aboriginal rights, pursuant to Annex II of the Canada-Peru Free Trade Agreement, to Article 9 of the Canada-China FIPA on performance requirements, with particular reference to the fact that the comparator reservation in NAFTA does extend to NAFTA Article 1108 on performance requirements; *(n)* has the government done any assessments of potential conflicts or inconsistencies between the provisions of the Canada-China FIPA and Chapter 6 (Energy and Basic Petrochemicals) of NAFTA and, in particular, the provisions on measures restricting imports and exports of energy and basic petrochemical goods; *(o)* with regard to the Final Environmental Assessment of the Canada-China FIPA, who decided and how was it determined that *(i)* there was no causal relationship between the Canada-China FIPA and inbound Chinese investment in Canada, *(ii)* there was, as a result, no environmental impact from the FIPA, and on what evidence did the government rely to make these determinations; *(p)* how many public submissions did the government receive as part of its Environmental Assessment of the Canada-China FIPA, and how many public submissions did the government receive for each other FIPA negotiated for which an Environmental Assessment was conducted; *(q)* which negotiators and environmental experts were involved in the Environmental Assessment of the Canada-China FIPA and how were the environmental considerations of the experts and the public integrated into the negotiating strategy; *(r)* what, if any, studies

atteindra cent milliards de dollars ou plus pendant la durée de vie minimale de l'APIE Canada-Chine et, si le gouvernement ne l'accepte pas, quelles mesures le gouvernement a-t-il l'intention de prendre pour limiter l'ampleur de l'investissement chinois au Canada; *g)* le gouvernement s'est-il engagé par écrit à assumer tous les frais et toutes les responsabilités découlant des demandes d'arbitrage investisseur-État en vertu de l'APIE Canada-Chine lorsque ces demandes seront liées à des mesures d'un décideur provincial, territorial, municipal ou autochtone, ou d'un autre décideur infranational au Canada; *h)* le gouvernement fédéral est-il au courant d'un lien entre le paiement de 15 millions de dollars par l'Ontario au demandeur dans l'affaire *St. Marys VCNA, LLC c. le gouvernement du Canada* et de l'acceptation par le demandeur de retirer sa plainte aux termes de l'ALENA contre le Canada et d'accepter la sentence de consentement avec le gouvernement; *i)* le gouvernement est-il au courant d'un dédommagement versé par le Québec au demandeur dans l'affaire *William Jay Greiner et Malbaie River Outfitters Inc. c. le gouvernement du Canada* en lien avec le retrait par le demandeur de sa plainte aux termes de l'ALENA contre le Canada; *j)* a-t-on consulté le personnel de l'ambassade du Canada à Beijing ou l'a-t-on fait participer à la négociation de l'APIE Canada-Chine en 2011 et 2012, et le cas échéant, *(i)* quel a été le processus suivi pour consulter le personnel de l'ambassade du Canada et comment l'a-t-on fait participer, *(ii)* le processus a-t-il été le même que durant des consultations précédentes avec une ambassade ou un consulat du Canada pour la négociation de traités bilatéraux sur les investissements et, le cas échéant, à quels égards; *k)* à l'égard de l'APIE Canada-Chine, le gouvernement a-t-il évalué les répercussions d'étendre les prescriptions de résultats de l'APIE aux décideurs provinciaux et autres décideurs infranationaux, en faisant référence au fait que l'article 1109 de l'ALENA exempte les mesures provinciales existantes des prescriptions de résultats mentionnées à l'article 1108 de l'ALENA; *l)* en raison de la clause sur le traitement de la nation la plus favorisée contenue dans l'ALENA, est-ce que le fait d'étendre dans l'APIE Canada-Chine les prescriptions de résultats aux provinces et aux autres décideurs infranationaux va permettre aux investisseurs américains de présenter des plaintes contre le Canada en lien avec des décisions ou d'autres mesures des provinces dans des circonstances où les investisseurs canadiens ne seraient pas en mesure de présenter des plaintes contre les États-Unis lorsque la mesure contestée aurait été prise par un État ou un autre décideur infranational; *m)* le gouvernement a-t-il évalué les répercussions de ne pas étendre les réserves du traité sur les droits autochtones, conformément à l'annexe II de l'Accord de libre-échange Canada-Pérou, à l'article 9 de l'APIE Canada-Chine sur les prescriptions de résultats, en faisant référence au fait que la réserve des comparateurs dans l'ALENA s'étend à l'article 1108 de l'ALENA sur les prescriptions de résultats; *n)* le gouvernement a-t-il évalué les possibilités de conflit ou d'incompatibilité entre les dispositions de l'APIE Canada-Chine et le chapitre 6 de l'ALENA (Produits énergétiques et produits pétrochimiques de base) et, en particulier, les dispositions sur les mesures restreignant les importations et les exportations d'énergie et de produits pétrochimiques de base; *o)* en ce qui a trait à l'évaluation environnementale finale de l'APIE Canada-Chine, qui a décidé et comment a-t-on déterminé *(i)* qu'il n'y avait pas de relation de cause à effet entre l'APIE Canada-Chine et l'investissement chinois au Canada, *(ii)* qu'en conséquence il n'y avait pas

has the government undertaken to assess the impact on future model bilateral investment treaties of extending most-favoured-nation treatment in the Canada-China FIPA to treatment accorded under any bilateral or multilateral international agreement in force on or after January 1, 1994; (s) how will the government ensure that any settlements of claims against Canada under the Canada-China FIPA, or under any other treaty that provides for investor-state arbitration, to which a provincial government is a party will be made public; and (t) does the government know if China has ratified the Canada-China FIPA? — Sessional Paper No. 8555-411-1324.

d'impact environnemental provenant de l'APIE, et sur quelles preuves le gouvernement s'est-il fondé pour parvenir à ces conclusions; p) combien de soumissions publiques le gouvernement a-t-il reçues dans le cadre de son évaluation environnementale de l'APIE Canada-Chine, et combien de soumissions publiques le gouvernement a-t-il reçues pour chaque autre APIE négocié pour lequel une évaluation environnementale a été faite; q) quels négociateurs et experts en environnement ont participé à l'évaluation environnementale de l'APIE Canada-Chine et comment a-t-on intégré les considérations environnementales des experts et du public dans la stratégie de négociation; r) quelles études le gouvernement a-t-il entreprises pour évaluer l'impact, sur les futurs traités sur les investissements, d'étendre le traitement de la nation la plus favorisée dans l'APIE Canada-Chine au traitement accordé dans n'importe quel accord international bilatéral ou multilatéral entré en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1994 ou après cette date; s) comment le gouvernement s'assurera-t-il que les règlements de plaintes déposées contre le Canada en vertu de l'APIE Canada-Chine, ou de tout autre traité qui prévoit un arbitrage investisseur-État, dont un gouvernement provincial est signataire seront rendus publics; t) le gouvernement est-il au courant si la Chine a ratifié l'APIE Canada-Chine? — Document parlementaire n° 8555-411-1324.

Q-1325 — Mr. Toet (Elmwood—Transcona) — With regard to federal transfers, grants, contributions, bilateral agreements or any other arrangements, what were the amounts paid out to the government of Manitoba (including through municipalities in Manitoba) in 2011 and 2012, broken down by the (i) year, (ii) name of the program under which the funding was allocated, (iii) individual amount? — Sessional Paper No. 8555-411-1325.

Q-1325 — M. Toet (Elmwood—Transcona) — En ce qui concerne les transferts, les subventions, les contributions, les accords bilatéraux ou toute autre entente, à combien s'élevaient les sommes versées au gouvernement du Manitoba (y compris les sommes versées aux municipalités de cette province) en 2011 et en 2012, ventilées par (i) année, (ii) nom du programme dans le cadre duquel le financement a été accordé, (iii) montant individuel? — Document parlementaire n° 8555-411-1325.

#### GOVERNMENT ORDERS

Notice having been given at a previous sitting under the provisions of Standing Order 78(3), Mr. Menzies (Minister of State (Finance)), seconded by Mr. Fantino (Minister of International Cooperation), moved, — That, in relation to Bill S-17, An Act to implement conventions, protocols, agreements and a supplementary convention, concluded between Canada and Namibia, Serbia, Poland, Hong Kong, Luxembourg and Switzerland, for the avoidance of double taxation and the prevention of fiscal evasion with respect to taxes, not more than five further hours shall be allotted to the consideration of the second reading stage of the Bill; and

that at the expiry of the five hours provided for the consideration of the second reading stage of the said Bill, any proceedings before the House shall be interrupted, if required for the purpose of this Order, and, in turn, every question necessary for the disposal of the said stage of the Bill shall be put forthwith and successively, without further debate or amendment.

Pursuant to Standing Order 67.1, the House proceeded to the question period regarding the moving of the time allocation motion.

The question was put on the motion and it was agreed to on the following division:

#### ORDRES ÉMANANT DU GOUVERNEMENT

Avant d'avoir été donné à une séance antérieure conformément à l'article 78(3) du Règlement, M. Menzies (ministre d'État (Finances)), appuyé par M. Fantino (ministre de la Coopération internationale), propose, — Que, relativement au projet de loi S-17, Loi mettant en oeuvre des conventions, des protocoles, des accords, un avenant et une convention complémentaire conclus entre le Canada et la Namibie, la Serbie, la Pologne, Hong Kong, le Luxembourg et la Suisse en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts, au plus cinq heures supplémentaires soient accordées aux délibérations à l'étape de la deuxième lecture de ce projet de loi;

qu'à l'expiration des cinq heures prévues pour l'étude à l'étape de la deuxième lecture de ce projet de loi, toute délibération devant la Chambre soit interrompue, s'il y a lieu aux fins de cet ordre, et, par la suite, toute question nécessaire pour disposer de cette étape soit mise aux voix immédiatement et successivement, sans plus ample débat ni amendement.

Conformément à l'article 67.1 du Règlement, la Chambre procède à la période de questions relative à la présentation de la motion d'attribution de temps.

La motion, mise aux voix, est agréée par le vote suivant :

(Division No. 745 — Vote n° 745)

YEAS: 151, NAYS: 117

POUR : 151, CONTRE : 117

## YEAS — POUR

Ablonczy	Adams	Adler	Aglukkaq
Albas	Albrecht	Allen (Tobique—Mactaquac)	Allison
Ambler	Ambrose	Anders	Anderson
Armstrong	Aspin	Baird	Bateman
Benoit	Bergen	Bernier	Bezan
Blaney	Block	Boughen	Braid
Breitkreuz	Brown (Leeds—Grenville)	Brown (Newmarket—Aurora)	Brown (Barrie)
Bruinooge	Butt	Calandra	Calkins
Cannan	Carmichael	Carrie	Chisu
Chong	Clarke	Clement	Crockatt
Daniel	Davidson	Dechert	Del Mastro
Dreeshen	Duncan (Vancouver Island North)	Dykstra	Fantino
Fast	Findlay (Delta—Richmond East)	Flaherty	Fletcher
Galipeau	Gallant	Gill	Glover
Goguen	Goldring	Gosal	Gourde
Grewal	Harris (Cariboo—Prince George)	Hawn	Hayes
Hiebert	Hillyer	Hoback	Holder
James	Jean	Kamp (Pitt Meadows—Maple Ridge—Mission)	Keddy (South Shore—St. Margaret's)
Kenney (Calgary Southeast)	Kent	Kerr	Komarnicki
Kramp (Prince Edward—Hastings)	Lake	Lauzon	Lebel
Leef	Leitch	Lemieux	Leung
Lizon	Lobb	Lunney	MacKay (Central Nova)
MacKenzie	Mayes	McColeman	McLeod
Menegakis	Menzies	Merrifield	Miller
Moore (Port Moody—Westwood —Port Coquitlam)	Moore (Fundy Royal)	Nicholson	Norlock
Obhrai	O'Connor	Oliver	O'Neill Gordon
Opitz	O'Toole	Paradis	Payne
Poillievre	Preston	Raitt	Rajotte
Reid	Rempel	Richards	Rickford
Saxton	Seeback	Shea	Shipley
Shory	Sopuck	Stanton	Storseth
Strahl	Sweet	Tilson	Toet
Toews	Trost	Trottier	Truppe
Tweed	Uppal	Valcourt	Van Kesteren
Van Loan	Wallace	Warawa	Warkentin
Watson	Weston (West Vancouver—Sunshine Coast—Sea to Sky Country)	Weston (Saint John)	Wilks
Williamson	Wong	Woodworth	Yelich
Young (Oakville)	Young (Vancouver South)	Zimmer — 151	

## NAYS — CONTRE

Allen (Welland)	Andrews	Angus	Ashton
Atamanenko	Aubin	Bélanger	Bennett
Benskin	Bevington	Blanchette	Blanchette-Lamothe
Boulerice	Boutin-Sweet	Brosseau	Caron
Casey	Cash	Charlton	Chicoine
Chisholm	Choquette	Chow	Christopherson
Comartin	Côté	Cotler	Crowder
Cullen	Cuzner	Davies (Vancouver Kingsway)	Davies (Vancouver East)
Day	Dewar	Dion	Dionne Labelle
Donnelly	Doré Lefebvre	Dubé	Duncan (Etobicoke North)
Duncan (Edmonton—Strathcona)	Dusseault	Easter	Eyking

Freeman	Fry	Garneau	Garrison
Genest-Jourdain	Giguère	Godin	Goodale
Gravelle	Groguhé	Harris (Scarborough Southwest)	Harris (St. John's East)
Hughes	Hyer	Jacob	Jones
Julian	Karygiannis	Lamoureux	Lapointe
Larose	Latendresse	Laverdière	LeBlanc (Beauséjour)
LeBlanc (LaSalle—Émard)	Leslie	Liu	MacAulay
Mai	Marston	Masse	Mathysen
May	McCallum	McKay (Scarborough— Guildwood)	Michaud
Moore (Abitibi—Témiscamingue)	Morin (Chicoutimi—Le Fjord)	Morin (Notre-Dame-de-Grâce— Lachine)	Morin (Laurentides—Labelle)
Mulcair	Nantel	Nash	Nicholls
Nunez-Melo	Papillon	Péclet	Perreault
Pilon	Plamondon	Quach	Rafferty
Rankin	Raynault	Regan	Rousseau
Saganash	Sandhu	Scarpaleggia	Scott
Sellah	Sgro	Simms (Bonavista—Gander— Grand Falls—Windsor)	Sims (Newton—North Delta)
Sitsabaiesan	St-Denis	Stoffer	Sullivan
Thibeault	Toone	Tremblay	Turmel
Valeriotte — 117			

PAIRED — PAIRÉS

Nil—Aucun

The House resumed consideration of the motion of Mr. Flaherty (Minister of Finance), seconded by Mr. O'Connor (Minister of State), — That Bill S-17, An Act to implement conventions, protocols, agreements and a supplementary convention, concluded between Canada and Namibia, Serbia, Poland, Hong Kong, Luxembourg and Switzerland, for the avoidance of double taxation and the prevention of fiscal evasion with respect to taxes, be now read a second time and referred to the Standing Committee on Finance.

The debate continued.

NOTICES OF MOTIONS

Mr. Van Loan (Leader of the Government in the House of Commons) gave notice of the intention to move a motion at the next sitting of the House, pursuant to Standing Order 78(3), for the purpose of allotting a specified number of days or hours for the consideration and disposal of the second reading of Bill S-6, An Act respecting the election and term of office of chiefs and councillors of certain First Nations and the composition of council of those First Nations.

Mr. Van Loan (Leader of the Government in the House of Commons) gave notice of the intention to move a motion at the next sitting of the House, pursuant to Standing Order 78(3), for the purpose of allotting a specified number of days or hours for the consideration and disposal of the second reading of Bill S-10, An Act to implement the Convention on Cluster Munitions.

La Chambre reprend l'étude de la motion de M. Flaherty (ministre des Finances), appuyé par M. O'Connor (ministre d'État), — Que le projet de loi S-17, Loi mettant en oeuvre des conventions, des protocoles, des accords, un avenant et une convention complémentaire conclus entre le Canada et la Namibie, la Serbie, la Pologne, Hong Kong, le Luxembourg et la Suisse en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts, soit maintenant lu une deuxième fois et renvoyé au Comité permanent des finances.

Le débat se poursuit.

AVIS DE MOTIONS

M. Van Loan (leader du gouvernement à la Chambre des communes) donne avis de l'intention de proposer à une séance ultérieure de la Chambre, conformément à l'article 78(3) du Règlement, une motion attribuant un nombre spécifié de jours ou d'heures pour l'étude et la disposition de la deuxième lecture du projet de loi S-6, Loi concernant l'élection et le mandat des chefs et des conseillers de certaines premières nations et la composition de leurs conseils respectifs.

M. Van Loan (leader du gouvernement à la Chambre des communes) donne avis de l'intention de proposer à une séance ultérieure de la Chambre, conformément à l'article 78(3) du Règlement, une motion attribuant un nombre spécifié de jours ou d'heures pour l'étude et la disposition de la deuxième lecture du projet de loi S-10, Loi de mise en oeuvre de la Convention sur les armes à sous-munitions.

## GOVERNMENT ORDERS

The House resumed consideration of the motion of Mr. Flaherty (Minister of Finance), seconded by Mr. O'Connor (Minister of State), — That Bill S-17, An Act to implement conventions, protocols, agreements and a supplementary convention, concluded between Canada and Namibia, Serbia, Poland, Hong Kong, Luxembourg and Switzerland, for the avoidance of double taxation and the prevention of fiscal evasion with respect to taxes, be now read a second time and referred to the Standing Committee on Finance.

The debate continued.

At 11:10 p.m., pursuant to Order made earlier today, under the provisions of Standing Order 78(3), the Deputy Speaker interrupted the proceedings.

The question was put on the motion and it was agreed to.

Accordingly, Bill S-17, An Act to implement conventions, protocols, agreements and a supplementary convention, concluded between Canada and Namibia, Serbia, Poland, Hong Kong, Luxembourg and Switzerland, for the avoidance of double taxation and the prevention of fiscal evasion with respect to taxes, was read the second time and referred to the Standing Committee on Finance.

The House resumed consideration of the motion of Mr. Valcourt (Minister of Aboriginal Affairs and Northern Development), seconded by Mr. O'Connor (Minister of State), — That Bill S-2, An Act respecting family homes situated on First Nation reserves and matrimonial interests or rights in or to structures and lands situated on those reserves, be now read a third time and do pass;

And of the amendment of Ms. Crowder (Nanaimo—Cowichan), seconded by Mrs. Hughes (Algoma—Manitoulin—Kapusksing), — That the motion be amended by deleting all the words after the word “That” and substituting the following:

“the House decline to give third reading to Bill S-2, An Act respecting family homes situated on First Nation reserves and matrimonial interests or rights in or to structures and lands situated on those reserves, because it:

(a) is primarily a Bill about the division of property on reserve but the Standing Committee on the Status of Women did not focus on this primary purpose during its deliberations;

(b) fails to implement the ministerial representative recommendation for a collaborative approach to development and implementing legislation;

(c) does not recognize First Nations jurisdiction or provide the resources necessary to implement this law;

(d) fails to provide alternative dispute resolution mechanisms at the community level;

(e) does not provide access to justice, especially in remote communities;

(f) does not deal with the need for non-legislative measures to reduce violence against Aboriginal women;

## ORDRES ÉMANANT DU GOUVERNEMENT

La Chambre reprend l'étude de la motion de M. Flaherty (ministre des Finances), appuyé par M. O'Connor (ministre d'État), — Que le projet de loi S-17, Loi mettant en oeuvre des conventions, des protocoles, des accords, un avenant et une convention complémentaire conclus entre le Canada et la Namibie, la Serbie, la Pologne, Hong Kong, le Luxembourg et la Suisse en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts, soit maintenant lu une deuxième fois et renvoyé au Comité permanent des finances.

Le débat se poursuit.

À 23 h 10, conformément à l'ordre adopté plus tôt aujourd'hui en application de l'article 78(3) du Règlement, le Vice-président interrompt les délibérations.

La motion, mise aux voix, est agréée.

En conséquence, le projet de loi S-17, Loi mettant en oeuvre des conventions, des protocoles, des accords, un avenant et une convention complémentaire conclus entre le Canada et la Namibie, la Serbie, la Pologne, Hong Kong, le Luxembourg et la Suisse en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts, est lu une deuxième fois et renvoyé au Comité permanent des finances.

La Chambre reprend l'étude de la motion de M. Valcourt (ministre des Affaires autochtones et du développement du Nord canadien), appuyé par M. O'Connor (ministre d'État), — Que le projet de loi S-2, Loi concernant les foyers familiaux situés dans les réserves des premières nations et les droits ou intérêts matrimoniaux sur les constructions et terres situées dans ces réserves, soit maintenant lu une troisième fois et adopté;

Et de l'amendement de M<sup>me</sup> Crowder (Nanaimo—Cowichan), appuyée par M<sup>me</sup> Hughes (Algoma—Manitoulin—Kapusksing), — Que la motion soit modifiée par substitution, aux mots suivant le mot « Que », de ce qui suit :

« La Chambre refuse de donner troisième lecture au projet de loi S-2, Loi concernant les foyers familiaux situés dans les réserves des premières nations et les droits ou intérêts matrimoniaux sur les constructions et terres situées dans ces réserves, parce qu'il

a) constitue d'abord un projet de loi sur la répartition des biens dans les réserves mais que le Comité permanent de la condition féminine n'a pas mis l'accent sur cet objectif premier dans ses délibérations;

b) ne donne pas suite à la recommandation du représentant ministériel de concevoir et appliquer le projet de loi en collaboration;

c) ne reconnaît pas la compétence des premières nations ni ne fournit les ressources nécessaires pour appliquer cette loi;

d) ne fournit pas d'autres mécanismes de règlement des différends au niveau communautaire;

e) ne prévoit pas d'accès aux tribunaux, surtout dans les communautés éloignées;

f) ne tient pas compte de la nécessité d'adopter des mesures non législatives pour contrer la violence faite aux femmes autochtones;



(g) makes provincial court judges responsible for adjudicating land codes for which they have had no training or experience in dealing with; and

(h) does not address underlying issues, such as access to housing and economic security that underlie the problems on-reserve in dividing matrimonial property.”.

The debate continued.

#### MIDNIGHT

#### RETURNS AND REPORTS DEPOSITED WITH THE CLERK OF THE HOUSE

Pursuant to Standing Order 32(1), papers deposited with the Clerk of the House were laid upon the Table as follows:

— by Mrs. Aglukkaq (Minister of Health) — Response of the government, pursuant to Standing Order 109, to the 11th Report of the Standing Committee on Public Accounts, "Chapter 4, Regulating Pharmaceutical Drugs - Health Canada, of the Fall 2011 Report of the Auditor General of Canada" (Sessional Paper No. 8510-411-178), presented to the House on Monday, February 11, 2013. — Sessional Paper No. 8512-411-178.

— by Mr. Fletcher (Minister of State (Transport)) — Report of Ridley Terminals Inc., together with the Auditor General's Report, for the year 2012, pursuant to the Financial Administration Act, R. S. 1985, c. F-11, sbs. 150(1). — Sessional Paper No. 8560-411-770-04. (*Pursuant to Standing Order 32(5), permanently referred to the Standing Committee on Transport, Infrastructure and Communities*)

— by Mr. Fletcher (Minister of State (Transport)) — Reports of the Great Lakes Pilotage Authority for the fiscal year ended March 31, 2013, pursuant to the Access to Information Act and to the Privacy Act, R.S. 1985, c. A-1 and P-21, sbs. 72(2). — Sessional Paper No. 8561-411-714-03. (*Pursuant to Standing Order 32(5), permanently referred to the Standing Committee on Justice and Human Rights*)

— by Mr. Gosal (Minister of State (Sport)) — Response of the government, pursuant to Standing Order 109, to the Eighth Report of the Standing Committee on Canadian Heritage, "Status of Amateur Coaching in Canada" (Sessional Paper No. 8510-411-210), presented to the House on Wednesday, March 27, 2013. — Sessional Paper No. 8512-411-210.

— by Mr. Oliver (Minister of Natural Resources) — Report of the Canada Foundation for Sustainable Development Technology (including supplements I and II), together with the Auditors' Report, for the year 2012, pursuant to the Canada Foundation for Sustainable Development Technology Act, S.C. 2001, c. 23, sbs. 30(3). — Sessional Paper No. 8560-411-823-03. (*Pursuant to Standing Order 32(5), permanently referred to the Standing Committee on Natural Resources*)

g) rend les juges des cours provinciales responsables de statuer sur des codes fonciers alors qu'ils n'ont ni formation ni expérience à cet égard;

h) ne tient pas compte de certaines questions, comme l'accès au logement et la sécurité économique, qui sont sous-jacentes aux problèmes de répartition des biens matrimoniaux dans les réserves. ».

Le débat se poursuit.

#### MINUIT

#### ÉTATS ET RAPPORTS DÉPOSÉS AUPRÈS DE LA GREFFIÈRE DE LA CHAMBRE

Conformément à l'article 32(1) du Règlement, des documents remis à la Greffière de la Chambre sont déposés sur le Bureau de la Chambre comme suit :

— par M<sup>me</sup> Aglukkaq (ministre de la Santé) — Réponse du gouvernement, conformément à l'article 109 du Règlement, au 11<sup>e</sup> rapport du Comité permanent des comptes publics, « Le chapitre 4, La réglementation des médicaments - Santé Canada, du rapport d'automne 2011 du vérificateur général du Canada » (document parlementaire n° 8510-411-178), présenté à la Chambre le lundi 11 février 2013. — Document parlementaire n° 8512-411-178.

— par M. Fletcher (ministre d'État (Transports)) — Rapport de Ridley Terminals Inc., ainsi que le rapport du Vérificateur général y afférent, pour l'année 2012, conformément à la Loi sur la gestion des finances publiques, L.R. 1985, ch. F-11, par. 150(1). — Document parlementaire n° 8560-411-770-04. (*Conformément à l'article 32(5) du Règlement, renvoi en permanence au Comité permanent des transports, de l'infrastructure et des collectivités*)

— par M. Fletcher (ministre d'État (Transports)) — Rapports de l'Administration de pilotage des Grands Lacs pour l'exercice terminé le 31 mars 2013, conformément à la Loi sur l'accès à l'information et à la Loi sur la protection des renseignements personnels, L.R. 1985, ch. A-1 et P-21, par. 72(2). — Document parlementaire n° 8561-411-714-03. (*Conformément à l'article 32(5) du Règlement, renvoi en permanence au Comité permanent de la justice et des droits de la personne*)

— par M. Gosal (ministre d'État (Sports)) — Réponse du gouvernement, conformément à l'article 109 du Règlement, au huitième rapport du Comité permanent du patrimoine canadien, « État de l'entraînement amateur au Canada » (document parlementaire n° 8510-411-210), présenté à la Chambre le mercredi 27 mars 2013. — Document parlementaire n° 8512-411-210.

— par M. Oliver (ministre des Ressources naturelles) — Rapport de la Fondation du Canada pour l'appui technologique au développement durable (incluant les suppléments I et II), ainsi que le rapport des vérificateurs y afférent, pour l'année 2012, conformément à la Loi sur la Fondation du Canada pour l'appui technologique au développement durable, L.C. 2001, ch. 23, par. 30(3). — Document parlementaire n° 8560-411-823-03. (*Conformément à l'article 32(5) du Règlement, renvoi en permanence au Comité permanent des ressources naturelles*)

— by Mr. Valcourt (Minister of Aboriginal Affairs and Northern Development) — Reports of the Yukon Environmental and Socio-economic Assessment Board for the fiscal year ended March 31, 2013, pursuant to the Access to Information Act and to the Privacy Act, R.S. 1985, c. A-1 and P-21, sbs. 72(2). — Sessional Paper No. 8561-411-911-03. (*Pursuant to Standing Order 32(5), permanently referred to the Standing Committee on Justice and Human Rights*)

#### PETITIONS FILED WITH THE CLERK OF THE HOUSE

Pursuant to Standing Order 36, petitions certified correct by the Clerk of Petitions were filed as follows:

— by Mr. Duncan (Vancouver Island North), one concerning Bangladesh (No. 411-4144);

— by Mr. Hiebert (South Surrey—White Rock—Cloverdale), one concerning the Criminal Code of Canada (No. 411-4145).

#### ADJOURNMENT

At 12:30 a.m., pursuant to Order made Wednesday, May 22, 2013, the Deputy Speaker adjourned the House until later today at 10:00 a.m., pursuant to Standing Order 24(1).

— par M. Valcourt (ministre des Affaires autochtones et du développement du Nord canadien) — Rapports de l'Office d'évaluation environnementale et socioéconomique du Yukon pour l'exercice terminé le 31 mars 2013, conformément à la Loi sur l'accès à l'information et à la Loi sur la protection des renseignements personnels, L.R. 1985, ch. A-1 et P-21, par. 72(2). — Document parlementaire n° 8561-411-911-03. (*Conformément à l'article 32(5) du Règlement, renvoi en permanence au Comité permanent de la justice et des droits de la personne*)

#### PÉTITIONS DÉPOSÉES AUPRÈS DE LA GREFFIÈRE DE LA CHAMBRE

Conformément à l'article 36 du Règlement, des pétitions certifiées correctes par le greffier des pétitions sont déposées :

— par M. Duncan (Île de Vancouver-Nord), une au sujet du Bangladesh (n° 411-4144);

— par M. Hiebert (Surrey-Sud—White Rock—Cloverdale), une au sujet du Code criminel du Canada (n° 411-4145).

#### AJOURNEMENT

À 0 h 30, conformément à l'ordre adopté le mercredi 22 mai 2013, le Vice-président ajourne la Chambre jusqu'à plus tard aujourd'hui, à 10 heures, conformément à l'article 24(1) du Règlement.